



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

IPC Analyse de l'Insécurité Alimentaire Aigüe
MARS 2018 – Projection Avril-Août 2018

Rapport # 9 | Mars 2018

Mars 2018

1,6 M*

34% de la population

Personnes en Insécurité Alimentaire aigüe (IPC Phase 3 et plus)
EN BESOIN D'ASSISTANCE IMMEDIATE

Phase 4	484 789 Personnes en Urgence
Phase 3	1,15 Millions Personnes en Crise
Phase 2	2,1 Millions Personnes en Stress
Phase 1	1 Million Personnes en Insecurité Alimentaire Minimale

Avril 2018 – Août 2018

2 M

43% de la population

Personnes en Insecurité Alimentaire aigüe (IPC Phase 3 et plus)
EN BESOIN D'ASSISTANCE IMMEDIATE

Phase 4	686 869 Personnes en Urgence
Phase 3	1,35 Million Personnes en Crise
Phase 2	1,85 Millions Personnes en Stress
Phase 1	870 000 Personnes en Insecurité Alimentaire Minimale

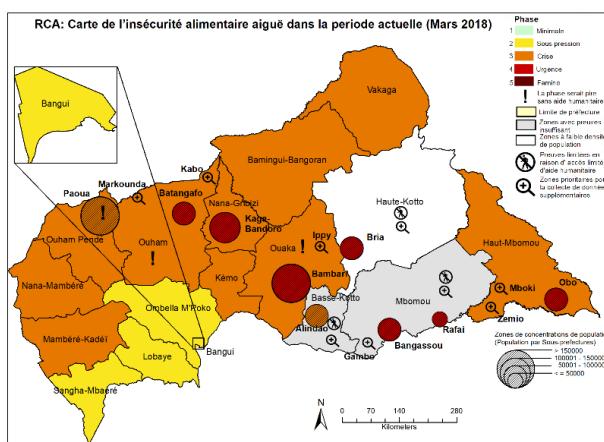
*Du fait de l'augmentation du nombre de zones analysées par rapport aux classifications IPC antérieures, afin d'estimer avec précision l'ampleur de la détérioration de la situation, il est recommandé de se référer aux tableaux de populations détaillés ainsi qu'à la section du rapport «Comparaison avec les analyses IPC antérieures».

Combien et Quand ? En Mars 2018, sept concentrations sont classifiées en Urgence (IPC Phase 4) et dix préfectures et deux concentrations en Crise (IPC Phase 3). Pendant la période de soudure, allant d'avril à août 2018, en absence d'assistance alimentaire on compterait cinq préfectures et huit concentrations en Urgence (IPC Phase 4) et huit préfectures et une concentration en Crise (IPC Phase 3). Seule la zone de Bangui se maintiendrait en IPC Phase 2 (Stress). Même avec l'assistance alimentaire actuelle, la population en besoin d'une assistance immédiate en mars 2018 se situerait autour de 1,6 millions et pendant la période de soudure (avril – août 2018) autour de 2 millions, dont un tiers dans les sous-préfectures qui contiennent des concentrations de déplacés.

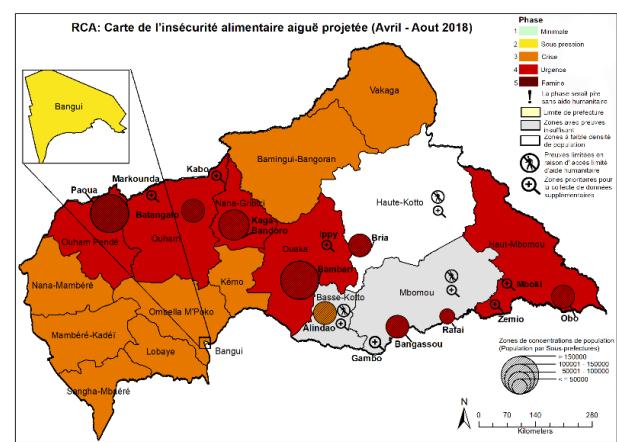
Où et Qui ? Les populations les plus vulnérables se trouvent dans des concentrations de populations des villes principales des préfectures touchées par le conflit (Alindao, Obo, Bria, Rafai/Bangassou, Kaga-Bandoro, Bambari, Batangafo and Paoua). Ces concentrations regroupent de fortes proportions de populations déplacées, réparties pour un tiers dans des sites d'accueil et pour deux tiers dans des familles hôtes. En Février 2018, le nombre de déplacés à l'intérieur du pays est autour de 700.000 personnes sur une population totale de 4,5 millions, ce qui représente une augmentation de 47% par rapport à la situation analysée au début de 2017 (chiffres IPC de Décembre 2016). Les regroupements les plus importants des personnes déplacées sont situés dans la sous-préfecture de Paoua dans l'Ouham Pendé (65.000 déplacés), à Bambari dans la préfecture de Ouaka (91.451 déplacés), et à Bria dans la Haute Kotto (63.415 déplacés), qui représentent respectivement entre 50% et 70% de la population de ces zones.

Pourquoi ? L'insécurité persiste à travers le pays et demeure la principale cause affectant l'accès des ménages à l'alimentation et à leurs moyens d'existence, surtout pour les déplacés, les familles hôtes et les retournés. L'insécurité rend difficile la pleine exploitation des moyens de production du fait des risques sécuritaires liés aux mouvements nécessaires pour conduire les activités agricoles et d'élevage. Cela génère une baisse des niveaux de production qui – ensemble avec la dégradation des principaux axes routiers d'approvisionnement - affectent la fonctionnalité des marchés impactant sévèrement la disponibilité et l'accès des ménages à la nourriture.

SITUATION COURANTE (MARS 2018)



SITUATION PROJETEE (AVRIL – AOÛT 2018)



Contact pour plus d'informations:

Dr. Abel Namkousse
Président du groupe de travail technique IPC
Email: gti_ipcrca@yahoo.fr / faocf@cf.fao.org
Telephone: +23672036182

Cette analyse a été réalisée sous le patronage du Ministère de l'agriculture et Développement Rural (MADR). Il a bénéficié du soutien technique et financier de la FAO.

Unité de soutien global de l'IPC
www.ipcinfo.org

Classification de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition selon les protocoles de l'IPC, élaborés et mis en œuvre dans le monde entier par le Partenariat mondial de l'IPC - Action Against Hunger, CARE, CILSS, EC-JRC, FAO, FEWSNET, Global Food Security Cluster, IGAD, Oxfam, PROGRESAN-SICA, Save the Children, UNICEF et WFP.

APERÇU DE LA SITUATION DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AIGUE ACTUELLE ET PROJETEE

2


FACTEURS CLES ET PRINCIPAUX RESULTATS DE L' INSECURITE ALIMENTAIRE

L'aspect sécuritaire reste la principale cause de l'insécurité alimentaire dans le pays : le conflit, qui perdure depuis 2013, a provoqué des mouvements significatifs des populations vers les chefs lieu des préfectures concernées. Les populations affectées, traditionnellement agro-sylvo-pastorales, souffrent de la perte de leurs principaux moyens d'existence, et dépendent majoritairement de l'assistance alimentaire et de la solidarité des familles d'accueil, sur lesquelles ils exercent une pression très élevée, ainsi que sur les populations hôtes. La recrudescence du conflit sur l'axe qui traverse le pays du Nord-Ouest au Sud-Est a entraîné une détérioration significative de la sécurité entre Décembre 2017 et Janvier 2018, provoquant des déplacements importants vers les localités de Bambari, Bria, Paoua, Ngaoundaye, Markounda, Bangassou, Kaga-Bandoro ainsi que les localités périphériques de Paoua. Au cours de l'année 2017, environ 220.000 nouveaux déplacés ont rejoint ces zones de concentration.

La **concentration des déplacés** sur ces sites urbains et leurs alentours, crée des regroupements importants de populations, qui se répartissent entre des sites de déplacés proprement dits et des familles hôtes. Malgré la bonne intégration, l'accueil des populations déplacées par les résidents exerce une **forte pression sur leurs moyens d'existence** et sur les infrastructures d'eau et assainissement. Dans les sites, comme dans les familles hôtes, la consommation alimentaire est fortement inadéquate, malgré les efforts des partenaires humanitaires pour fournir une assistance alimentaire aux ménages les plus vulnérables. En effet, **l'assistance alimentaire demeure largement insuffisante** et sporadique en termes de couverture des ménages dans le besoin et de rations distribuées, du fait du manque de ressources pour la réponse humanitaire, et des contraintes d'accès dues à l'insécurité et aux mauvaises conditions des principaux axes routiers.

Malgré une très légère augmentation progressive depuis 2014, les productions agricoles se situent globalement toujours entre 10-20% en dessous de leurs niveaux pré-crise (2012). L'analyse comparative entre 2017 et 2016 de l'enquête nationale de sécurité alimentaire indique une baisse importante de la proportion des ménages qui ont conduit certaines cultures vivrières (sorgho, maïs et haricot) et de rente (riz, sésame et arachide). De plus, **la faible production dans les zones à haute insécurité**, du fait des restrictions sécuritaires à l'accès aux terres (et par endroit aux parcours réguliers de transhumance), a entraîné une **faible disponibilité sur les principaux marchés dans les concentrations analysées**. Certaines denrées, telles que la viande de bœuf, l'arachide, le sésame et l'huile de palme sont presque absentes sur les marchés de Bria, Bangassou, Kaga-Bandoro, et Bambari. Depuis Novembre 2017, la tendance des **prix des céréales est en hausse** de 22% pour presque toutes les denrées de base. Les prix du maïs ont augmenté de manière très significative, principalement du fait de l'épuisement des stocks sur les marchés et de l'insécurité qui prévaut dans certaines zones dépendantes des axes routiers affectés par le conflit, empêchant un approvisionnement adéquat des marchés. **L'accès financier des ménages** à l'alimentation est faible, avec 50% des ménages qui consacrent plus de 65% de leurs revenus pour subvenir à leurs besoins alimentaires, avec une situation particulièrement grave dans les préfectures de Vakaga, Basse Kotto et Ouham où près la moitié des ménages y consacrent plus de 75% de leurs revenus.

Dans un contexte où presque la moitié de la population dépend de sa propre production pour son alimentation, un des facteurs les plus préoccupants sur le périodes à venir est la **difficulté d'accès aux semences, aux intrants et aux outils agricoles**, ainsi que les difficultés pour renouveler leur cheptel et accéder aux produits vétérinaires pour les agro-éleveurs. En plus de la situation alimentaire, le statut nutritionnel est également affecté par la problématique de **l'accès à l'eau**, qui reste globalement très faible.


PRINCIPAUX RESULTATS
AU NIVEAU NATIONAL:

Consommation alimentaire: les indicateurs, collectés durant la période de récolte où la disponibilité et l'accès devraient être meilleurs, montrent que près de 45% de la population a une consommation alimentaire pauvre (17%) et limite (28%).

Évolution des moyens d'existence: presque la moitié de la population a employé des stratégies d'adaptation d'urgence et de crise.

Nutrition: Dans l'ensemble des préfectures la Malnutrition Aigüe Globale (MAG) se situe au niveau d'alerte. Toutefois la Malnutrition Aigüe Sévère (MAS) a dépassé par endroit 2%.

DANS LES CONCENTRATIONS DES DEPLACES:

Consommation alimentaire: les indicateurs, collectés durant la période de récolte où la disponibilité et l'accès devraient être meilleurs, montrent que près de 67% de la population a une consommation alimentaire pauvre (26%) et limite (61%).

Évolution des moyens d'existence: plus de la moitié de la population a employé des stratégies d'adaptation d'urgence et de crise.

Nutrition: Dans l'ensemble des préfectures la Malnutrition Aigüe Globale (MAG) se situe au niveau d'alerte. Toutefois la Malnutrition Aigüe Sévère (MAS) a dépassé par endroit 3%, notamment à Ouango, Gambo, Bakala.

Contact pour plus d'informations:

Dr. Abel Namkoisse
 Président du groupe de travail technique IPC
 Email: gti_ipcrca@yahoo.fr / faocf@cf.fao.org
 Telephone: +23672036182

Cette analyse a été réalisée sous le patronage du Ministère de l'agriculture et Développement Rural (MADR). Il a bénéficié du soutien technique et financier de la FAO.

Unité de soutien global de l'IPC
www.ipcinfo.org

Classification de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition selon les protocoles de l'IPC, élaborés et mis en œuvre dans le monde entier par le Partenariat mondial de l'IPC - Action Against Hunger, CARE, CILSS, EC-JRC, FAO, FEWSNET, Global Food Security Cluster, IGAD, Oxfam, PROGRESAN-SICA, Save the Children, UNICEF et WFP.



SITUATION ATTENDUE POUR LA PERIODE PROJETÉE AVRIL-AOÛT 2018

3

Pendant la prochaine période de soudure, il est prévisible que cette situation déjà très précaire s'aggravera du fait de **l'épuisement saisonnier** attendu **des stocks des nourritures**, déjà en cours dans plusieurs zones du pays. L'accès aux produits de cueillette pourra atténuer cette évolution, mais uniquement dans les zones où les mouvements nécessaires pour garantir l'accès à ces ressources ne sont pas menacés par le conflit. On estime qu'en l'absence d'assistance alimentaire, cette détérioration entraînerait une dégradation de la consommation alimentaire jusqu'à des niveaux très inadéquats pour une partie significative des ménages déjà dans une situation de crise (IPC Phase 3) dans la période actuelle, ce qui les ferait basculer en situation d'Urgence (IPC Phase 4). Du fait de la situation sécuritaire sur certains axes routiers, les marchés continueront à être peu approvisionnés, voir dépourvus de certains aliments, et **les prix connaîtront une hausse saisonnière** dans un contexte d'épuisement des ressources des ménages, particulièrement pour les ménages déplacés, les familles hôtes et les retournés. Dans les prochains mois **une amélioration de la situation des déplacements** n'est pas envisagée, malgré une diminution probable des incidents de sécurité liée à la saison pluvieuse qui rendra plus laborieux les mouvements des groupes armés. Le niveau stable, voire en augmentation, des déplacés dans la période de soudure maintiendra une pression forte sur les familles d'accueil et nécessitera un engagement plus consistant en terme d'assistance alimentaire. Toutefois ces efforts ne seront possibles que si l'accès humanitaire est garanti dans ces zones.



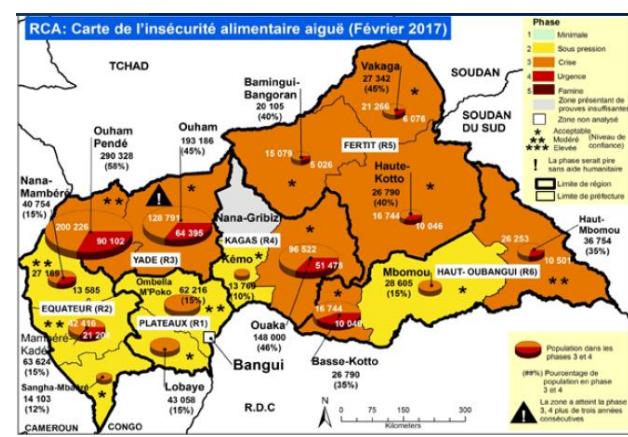
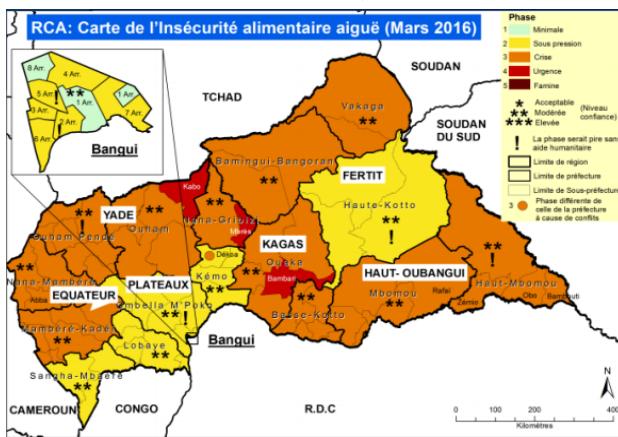
IMPACT DE L'ASSISTANCE ALIMENTAIRE

Selon les données disponibles sur le dernier trimestre, 12% de la population a reçu une assistance alimentaire, représentant presque la moitié d'une ration complète par bénéficiaire. L'assistance alimentaire dans les zones ayant des concentrations a été orientée de façon prioritaire vers les sites de PDIs proprement dits. Il faut noter que sans assistance humanitaire, deux préfectures (Ouaka, Ouham) et une concentration (Paoua, dans la préfecture de Ouham Pendé) classées en situation de crise (IPC Phase 3) dans la période courante se trouveraient en situation d'urgence (IPC Phase 4). A noter que pour l'analyse IPC dans la période de soudure, les analystes ont opté pour estimer les besoins dans l'hypothèse d'une absence d'assistance alimentaire, bien que les efforts des agences pour assister les populations les plus vulnérables soient poursuivis.



COMPARAISON AVEC LES ANALYSES IPC ANTERIEURES

Par rapport à l'analyse antérieure conduite en Février 2017, l'analyse de Mars 2018 montre une détérioration dans les préfectures de Mambere Kadei, Nana Mambere et Kemo qui sont passées d'une situation de Stress (IPC Phase 2) à une situation de Crise (IPC phase 3). En terme de nombre de personnes en IPC phase 3 (Crise) il y a eu une augmentation de 44% (de 794,156 à 1,150,351 personnes) et en terme de nombre de personnes en IPC phase 4 (Urgence) il y a eu une augmentation de 53% (de 315,812 à 484,789 personnes), correspondant à une augmentation des personnes en besoin d'action urgente de 47% (de 1,110,028 à 1,635,140). Cette augmentation est due à et en ligne avec l'augmentation du nombre des déplacés dans le pays qui est passée d'autour de 450,000 en Janvier 2017 à presque 700,000 en Mars 2018, soit une augmentation de 60%. A considérer toutefois que dans l'année 2017 les Préfectures de Bangui et Naga Gribizi n'avaient pas été analysées, tandis que dans l'analyse courante (Mars 2018) seulement une partie (toute fois considérable) de la population des préfectures de Haut Kotto, Basse Kotto et Mbomou a pu être analysée, correspondante à celle des concentrations Bangasso, Rafia, Alindao, Kongbo et Bria. Pour cela les populations analysées en 2017 a été de 3,667,306 et en Mars 2018 a été de 4,759,818.



Contact pour plus d'informations:

Dr. Abel Namkoisse
Président du groupe de travail technique IPC
Email: gti_ipcrc@yahoo.fr / faocf@cf.fao.org
Telephone: +23672036182

Cette analyse a été réalisée sous le patronage du Ministère de l'agriculture et Développement Rural (MADR). Il a bénéficié du soutien technique et financier de la FAO.

Unité de soutien global de l'IPC
www.ipcinfo.org

Classification de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition selon les protocoles de l'IPC, élaborés et mis en œuvre dans le monde entier par le Partenariat mondial de l'IPC - Action Against Hunger, CARE, CILSS, EC-JRC, FAO, FEWSNET, Global Food Security Cluster, IGAD, Oxfam, PROGRESAN-SICA, Save the Children, UNICEF et WFP.

FOCUS SUR LES CONCENTRATIONS

Les concentrations analysées correspondent à des zones d'agrégation de déplacés de long terme ainsi que ceux récemment arrivés, regroupés autour des plus grandes villes des préfectures. **Les conditions de vie y sont souvent précaires et la dépendance de l'assistance alimentaire y est élevée.** Dans les concentrations, un nombre très élevé (+ de 5.000) d'habitants sont des personnes déplacées provenant des zones rurales qu'elles ont quitté à cause de l'insécurité. Ces déplacés sont logés soit dans des familles d'accueil (deux tiers), soit dans des sites formels ou informels (un tiers) et représentent presque la totalité de la population de la sous-préfecture dans laquelle se trouve la concentration. Dans la plupart des concentrations, les déplacés estiment ne pas pouvoir retourner cultiver dans leurs champs ni effectuer la transhumance de leurs animaux en situation d'insécurité. Pour cela **ils se retrouvent dépourvus de leurs moyens d'existence habituels.** L'assistance humanitaire reste irrégulière et insuffisante à cause des défis logistiques et sécuritaires qui empêchent l'acheminement régulier des rations. En moyenne, sur les 4 derniers mois, **les déplacés n'ont reçu que la moitié de l'assistance dont ils avaient besoin.**

En absence de preuves représentatives selon les protocoles IPC, certaines villes avec une concentration élevée n'ont pas pu être analysées : il s'agit surtout de Ippy (7.706 PDI en sites) dans la préfecture de Ouaka et Mboki (6.315 PDI en sites) dans la préfecture de Haut Mbomou, dans la préfecture de Mbomou, Kabo (9.718 PDI en sites) et Markounda (7.282 PDI en sites) dans la préfecture de Ouham. La situation dans ces concentrations pourrait être aussi précaire que dans les concentrations analysées, et de ce fait, il serait nécessaire de pouvoir collecter des données là où la sécurité le permet. Les classifications en phases et l'estimation des populations des préfectures analysées se réfèrent à la totalité de la population de la préfecture y inclus les concentrations analysées, car les données utilisées sont représentatives de la préfecture entière. L'analyse des concentrations consiste.

Selon l'analyse IPC en Mars 2018, sur 873.471 habitants dans les concentrations et leurs alentours, presque un demi-million de personnes était en besoin d'assistance – **IPC Phase 3 et plus - soit 57% de la population des zones analysées** et on estime que pendant le périodes de soudure ce chiffre augmentera et atteindra autour de **600.000 personnes - soit 68% de la population.**

La **population en Urgence (IPC Phase 4)** représente **40% des personnes** en besoin d'assistance, ce qui signifie une sévérité très élevée et le besoin d'une action humanitaire immédiate.

ESTIMATIONS DE LA POPULATION POUR CHAQUE PHASE DE L'IPC DANS LES CONCENTRATIONS ANALYSEES - MARS 2018 et AVRIL-AOÛT													
Concentrations analysées		Phase IPC	Population Totale	% p.1	pop en phase 1	% p.2	pop en phase 2	% p.3	pop en phase 3	% p.4	pop en phase 4	% p.3+	pop en phase 3+
Mars 2018	OBO (Haut Mbomou)	4	42,993	10%	4,299	25%	10,748	45%	19,347	20%	8,599	65%	27,945
	KAGA BANDORO (N. Gribizi)	4	126,234	10%	2,623	40%	50,494	30%	37,870	20%	25,247	50%	63,117
	BAMBARI (Ouaka)	4	153,096	10%	15,310	30%	45,929	40%	61,238	20%	30,619	60%	91,858
	BATANGAFO (Ouham)	4	82,298	10%	8,230	20%	16,460	40%	32,919	30%	24,689	70%	57,609
	PAOUA (Ouham Pendé)	3!	207,171	15%	31,076	35%	72,510	35%	72,510	15%	31,076	50%	103,586
	BANGASSO et RAFAI (Mbomou)	4	84,811	10%	8,481	20%	16,962	35%	29,684	35%	29,684	70%	59,368
	ALINDAO Et KONGBO (Basse)	3	85,348	10%	8,535	40%	34,139	40%	34,139	10%	8,535	50%	42,674
	BRIA (Haut Kotto)	4	91,520	20%	18,304	25%	22,880	30%	27,456	25%	22,880	55%	50,336
Total			873,471	12%	106,858	31%	270,122	36%	315,164	21%	181,328	57%	496,492
Avril - Août 2018	OBO (Haut Mbomou)	4	42,993	5%	2,150	20%	8,599	50%	21,497	25%	10,748	75%	32,245
	KAGA BANDORO (N. Gribizi)	4	126,234	10%	12,623	30%	37,870	35%	44,182	25%	31,559	60%	75,740
	BAMBARI (Ouaka)	4	153,096	10%	15,310	25%	38,274	40%	61,238	25%	38,274	65%	99,512
	BATANGAFO (Ouham)	4	82,298	5%	4,115	15%	12,345	45%	37,034	35%	28,804	80%	65,838
	PAOUA (Ouham Pendé)	4	207,171	5%	10,359	25%	51,793	45%	93,227	25%	51,793	70%	145,020
	BANGASSO et RAFAI (Mbomou)	3	84,811	10%	8,535	30%	25,604	45%	38,407	15%	12,802	60%	50,887
	ALINDAO Et KONGBO (Basse)	4	85,348	10%	9,152	20%	18,304	35%	32,032	25%	22,880	60%	51,209
	BRIA (Haut Kotto)	4	91,520	5%	4,241	15%	12,722	40%	33,924	40%	33,924	80%	73,216
Total			873,471	8%	66,483	24%	205,510	41%	361,541	26%	230,784	68%	593,667

Note : Une description plus détaillée de la situation dans les concentrations et fournie en annexe.

Contact pour plus d'informations:

Dr. Abel Namkoisse
 Président du groupe de travail technique IPC
 Email: gti_ipcrca@yahoo.fr / faocf@cf.fao.org
 Telephone: +23672036182

Cette analyse a été réalisée sous le patronage du Ministère de l'agriculture et Développement Rural (MADR). Il a bénéficié du soutien technique et financier de la FAO.

Unité de soutien global de l'IPC
www.ipcinfo.org

Classification de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition selon les protocoles de l'IPC, élaborés et mis en œuvre dans le monde entier par le Partenariat mondial de l'IPC - Action Against Hunger, CARE, CILSS, EC-JRC, FAO, FEWSNET, Global Food Security Cluster, IGAD, Oxfam, PROGRESAN-SICA, Save the Children, UNICEF et WFP.

RECOMMANDATIONS POUR L'ACTION

5

- **Maintenir et augmenter l'assistance alimentaire pour les populations en Crise (IPC phase 3) et en Urgence (IPC Phase 4) dans les concentrations** pour assurer une consommation adéquate à au moins 225.000 personnes déplacées internes vivants dans des sites, 450.000 personnes déplacées vivant en famille, ainsi qu'aux ménages hôtes. La priorité devra être donnée aux populations en Crise et urgence dans les préfectures de Haut Mbomou, Nana Gribizi, Ouaka, Ohuam, Ohuam Pendé, Mbomou, Haut Kotto, Basse Kotto.
- **Plaider pour un meilleur accès humanitaire dans les zones les plus affectées par le conflit**, pour permettre un accès alimentaire sûr, continu et sans entrave afin de répondre aux besoins humanitaires des populations les plus vulnérables ainsi que la collecte de données visant à estimer la sévérité de la situation.
- **Mettre en place des mesures de protection et relance des moyens d'existence pour les populations en IPC phase 2 (Stress) et dans les phases plus sévères** en ciblant en priorité les déplacés en famille d'accueil, les ménages hôtes et les retournés. Ces actions sont urgentes pour permettre la pleine exploitation de la campagne agricole 2018-2019 pour laquelle les semences et autres intrants agro-pastoraux sont insuffisants. En particulier, il est essentiel de distribuer immédiatement des semences adaptées et de qualité (maïs, arachide, sorgho, paddy, courge, légumineuses, boutures de manioc, lianes de patate douce) aux populations en IPC phase 3 et IPC Phase 4 de manière combinée avec des distributions alimentaires de protection de semences.
- **Dans les zones en stabilisation progressive de la situation sécuritaire, supporter les retournés** au travers d'un appui en Kit agricole de retour ainsi que d'un accompagnement technique de proximité. Par ailleurs, il faudra poursuivre l'appui aux anciens retournés qui n'ont pas réussi à restaurer leurs moyens d'existence principalement dans les zones classifiées en IPC phase 2 (Stress) et dans les phases plus sévères pour prévenir une détérioration.
- Sur l'ensemble du territoire, **protéger les moyens d'existence des populations pastorales et agro-pastorales restants et reconstituer les actifs de façon à permettre aux ménages de tirer profit du premier cycle de la campagne vivrière 2018** en vue de relancer la production et augmenter la disponibilité des aliments sur les marchés locaux. Au niveau national, il sera aussi question d'apporter un appui en intrants et outils agricoles appropriés, renforcer les activités de diversification de sources de revenus telles que le petit élevage, la pêche à petite échelle, ainsi que la mise en œuvre d'un suivi rapproché de la santé animale.
- **Mettre à l'échelle les interventions de prévention et traitement de la Malnutrition Aigüe** afin d'atteindre les plus vulnérables. Mettre en œuvre des mesures d'atténuation qui doivent comporter des actions spécifiques avec une attention particulière pour les couches les plus vulnérables notamment les enfants en bas âge et les femmes enceintes et allaitantes.
- S'investir dans la **mobilisation des ressources pour le financement des opérations de collectes de données** nécessaires aux analyses de sécurité alimentaire et nutritionnelle à travers les cycles IPC.
- **Poursuivre les actions d'amélioration de l'accès aux infrastructures d'Eau, Hygiène et Assainissement**, grandement insuffisantes surtout dans les zones de concentration où la pression sur les points d'eau dépasse de manière significative les standards Sphère.

SURVEILLANCE ET MISES A JOUR

Les membres du groupe de travail technique IPC ont recommandé l'organisation d'une nouvelle analyse IPC au mois de septembre 2018. Cette période correspondra au passage de la période de soudure vers celle des récoltes. Cette nouvelle analyse sera conditionnée par la disponibilité des preuves à collecter entre avril et août 2018. Il est donc nécessaire de mettre en place un outil de collecte des données d'envergure nationale reprenant des indicateurs clés de la sécurité alimentaire auxquels s'ajouteront des indicateurs EHA et nutrition. Cette démarche pourrait donc se faire en coordination avec les clusters WASH et Nutrition.

De même, il est judicieux que des enquêtes ENSA et CFSAM soient organisées en fin d'année 2018 en vue d'une analyse IPC en février-mars 2019. Il a aussi été recommandé d'améliorer la coordination pour les collectes de données avec le soutien du cluster sécurité alimentaire dans l'optique d'augmenter le niveau de qualité et de confiance des rapports d'évaluation ainsi que des résultats IPC. Par ailleurs, comme cela a été le cas pour cet exercice IPC, les réunions du GTT-IPC en amont de l'analyse devront être maintenues pour les prochaines analyses, et un renforcement de capacités visant la certification des analystes mis en oeuvre.

Contact pour plus d'informations:

Dr. Abel Namkoisse
 Président du groupe de travail technique IPC
 Email: gti_ipcrca@yahoo.fr / faocf@cf.fao.org
 Telephone: +23672036182

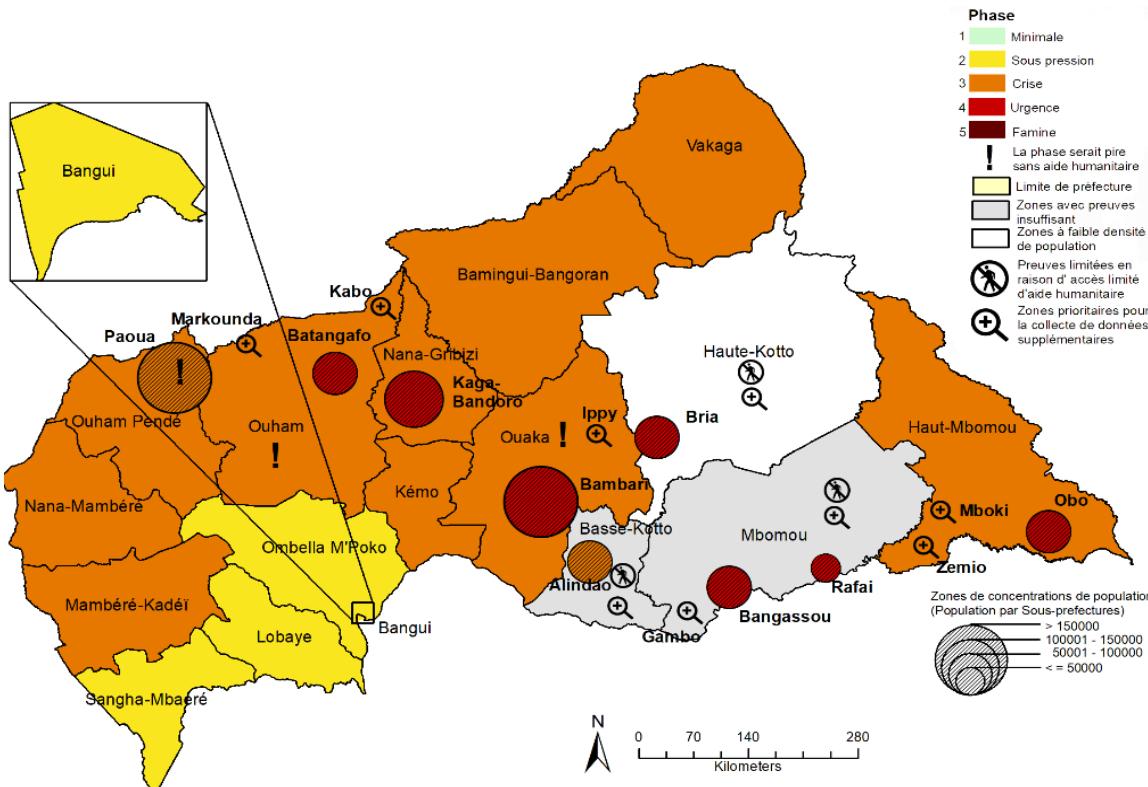
Cette analyse a été réalisée sous le patronage du Ministère de l'agriculture et Développement Rural (MADR). Il a bénéficié du soutien technique et financier de la FAO.

Unité de soutien global de l'IPC
www.ipcinfo.org

Classification de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition selon les protocoles de l'IPC, élaborés et mis en œuvre dans le monde entier par le Partenariat mondial de l'IPC - Action Against Hunger, CARE, CILSS, EC-JRC, FAO, FEWSNET, Global Food Security Cluster, IGAD, Oxfam, PROGRESAN-SICA, Save the Children, UNICEF et WFP.

CARTE IPC ET ET ESTIMATION DE LA POPULATION MARS 2018

6



Qu'y a-t-il sur la carte?

En Mars 2018, sept concentrations sont classifiées en Urgence (IPC Phase 4) et dix préfectures et deux concentrations en Crise (IPC Phase 3). L'analyse indique une très forte précarité dans les concentrations de Bambari, Bangassou-Rafai, Batangafo, Bria, Obo, (Phase 4), qui nécessitent une intervention rapide. Il faut noter qu'en absence d'assistance alimentaire la classification serait au moins à une phase plus sévère dans deux des préfectures classées en IPC Phase 3 (Crise), soit la Ouaka, l'Ouham, et dans la concentration de Paoua dans la préfecture de Ouham-Pendé. Les préfectures de Sangha Mbaeré, Lobaye, Ombella M'Poko, classées en phase de Stress (IPC Phase 2) ont besoin d'actions de protection et renforcement des moyens d'existence pour le renforcement de leur résilience.

ESTIMATIONS DE LA POPULATION POUR CHAQUE PHASE DE L'IPC - MARS 2018

Préfectures classifiées	Phase IPC	Population Totale	% p.1	pop en phase 1	% p.2	pop en phase 2	% p.3	pop en phase 3	% p.4	pop en phase 4	% p.3+	pop en phase 3+
Bamingui Bangoran	3	56,459	25%	14,115	35%	19,761	25%	14,115	15%	8,469	40%	22,584
Bangui	2	881,824	40%	352,730	45%	396,821	10%	88,182	5%	44,091	15%	132,274
Haut Mbomou	3	75,232	5%	3,762	35%	26,331	45%	33,854	15%	11,285	60%	45,139
Kémo	3	154,662	20%	30,932	60%	92,797	15%	23,199	5%	7,733	20%	30,932
Lobaye	2	322,432	20%	64,486	65%	209,581	10%	32,243	5%	16,122	15%	48,365
Mambéré Kadéï	3	476,443	15%	71,466	45%	214,399	30%	142,933	10%	47,644	40%	190,577
Nana Mambéré	3	305,180	25%	76,295	35%	106,813	25%	76,295	15%	45,777	40%	122,072
Nana Gribizi	3	153,874	10%	15,387	40%	61,550	35%	53,856	15%	23,081	50%	76,937
Ombella M'Poko	2	465,901	20%	93,180	65%	302,836	10%	46,590	5%	23,295	15%	69,885
Ouaka	3!	361,396	10%	36,140	35%	126,489	40%	144,558	15%	54,209	55%	198,768
Ouham	3!	482,217	20%	96,443	35%	168,776	30%	144,665	15%	72,333	45%	216,998
Ouham Péndé	3	562,263	15%	84,339	35%	196,792	40%	224,905	10%	56,226	50%	281,132
Sangha-Mbaeré	2	132,009	45%	59,404	40%	52,804	10%	13,201	5%	6,600	15%	19,801
Vakaga	3	68,247	20%	13,649	40%	27,299	30%	20,474	10%	6,825	40%	27,299

CONCENTRATIONS SUR DES PREFECTURES NON ANALYSÉES

Bangasso et Rafai (Mbomou)	4	84,811	10%	8,481	20%	6,962	35%	9,684	35%	9,684	70%	59,368
Alindao et Kongbo (B.Kotto)	3	85,348	10%	8,535	40%	34,139	40%	34,139	10%	8,535	50%	42,674
Bria (H. Kotto)	4	91,520	20%	18,304	25%	22,880	30%	27,456	25%	22,880	55%	50,336
Total		4,759,818	22%	1,047,650	44%	2,077,029	24%	1,150,351	10%	484,789	34%	1,635,140

Contact pour plus d'informations:

Dr. Abel Nankissé
Président du groupe de travail technique IPC
Email: gti_ipcrca@yahoo.fr / faocl@cfid.org
Téléphone: +23672036182

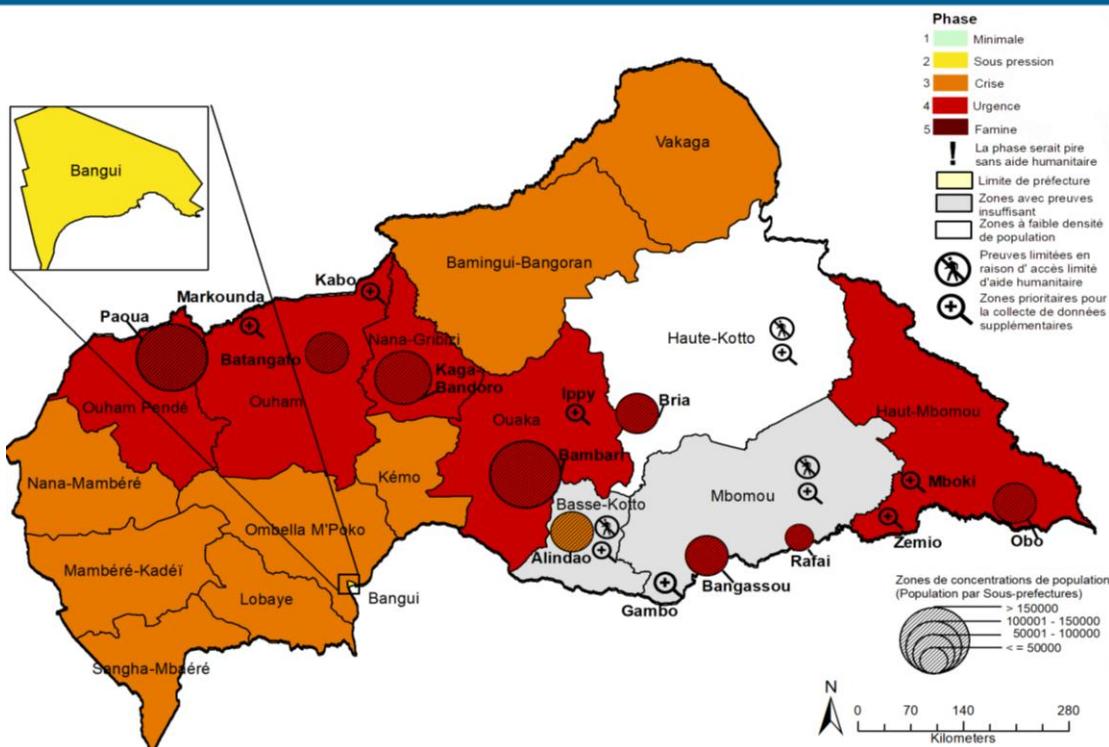
Cette analyse a été réalisée sous le patronage du Ministère de l'agriculture et Développement Rural (MADR). Il a bénéficié du soutien technique et financier de la FAO.

Partenaires d'analyse IPC en RCA: FAO, PAM, FEWSNET, UNICEF, OXFAM, REACH INITIATIVE/RRM, CONCERN, MADR, Min. Plan, Min. Elevage, Cluster Nutrition, Cluster Sécurité Alimentaire, Min. Mines et Hydraulique, IEEDA Relief, GSU/IPC, NDA, ACF, AHA, JRF, ARD, CREDAC.

Unité de soutien global de l'IPC
www.ipcinfo.org

CARTE IPC ET ET ESTIMATION DE LA POPULATION AVRIL-AOUT 2018

7



Qu'y a-t-il sur la carte?

Dans la période de soudure, avril-août 2018, les deux préfectures (Ouaka, Ouham) et concentration de Paoua dans la préfecture de Ouham-Pendé bénéficiant d'une forte assistance humanitaire dans la période courante, ainsi que le Haut-Mbomou et la Nana-Gribizi basculeront en situation d'Urgence (IPC Phase 4). Par ailleurs, toutes les concentrations demeureront en situation d'urgence, à l'exception de la concentration d'Alindao qui demeurera en situation de Crise (IPC Phase 3). Dans le sud-ouest du pays, les trois préfectures en situation de stress en mars 2018, basculeront-elles aussi en IPC Phase 3 mais avec des pourcentages de population plus réduits. Il faut noter que l'analyse projetée n'a pas tenu en compte l'assistance alimentaire que les partenaires mettront en place du fait du manque de données complètes et des difficultés possibles d'accès dans les zones particulièrement instables.

ESTIMATIONS DE LA POPULATION POUR CHAQUE PHASE DE L'IPC - AVRIL – AOÛT 2018												
Préfectures classifiées	Phase IPC	Population Totale	% p.1	pop en phase 1	% p.2	pop en phase 2	% p.3	pop en phase 3	% p.4	pop en phase 4	% p.3+	pop en phase 3+
Bamingui Bangoran	3	56,459	20%	11,292	30%	16,938	35%	19,761	15%	8,469	50%	28,230
Bangui	2	881,824	35%	308,638	50%	440,912	10%	88,182	5%	44,091	15%	132,274
Haut Mbomou	4	75,232	5%	3,762	20%	15,046	55%	41,378	20%	15,046	75%	56,424
Kémo	3	154,662	15%	23,199	65%	100,530	15%	23,199	5%	7,733	20%	30,932
Lobaye	3	322,432	20%	64,486	60%	193,459	15%	48,365	5%	16,122	20%	64,486
Mambéré Kadéï	3	476,443	10%	47,644	30%	142,933	45%	214,399	15%	71,466	60%	285,866
Nana Mambéré	3	305,180	20%	61,036	30%	91,554	35%	106,813	15%	45,777	50%	152,590
Nana Gribizi	4	153,874	10%	15,387	30%	46,162	35%	53,856	25%	38,469	60%	92,324
Ombella M'Poko	3	465,901	20%	93,180	60%	279,541	15%	69,885	5%	23,295	20%	93,180
Ouaka	4	361,396	10%	36,140	25%	90,349	40%	144,558	25%	90,349	65%	234,907
Ouham	4	482,217	15%	72,333	25%	120,554	35%	168,776	25%	120,554	60%	289,330
Ouham Péndé	4	562,263	10%	56,226	30%	168,679	40%	224,905	20%	112,453	60%	337,358
Sangha-Mbaeré	3	132,009	30%	39,603	45%	59,404	15%	19,801	10%	13,201	25%	33,002
Vakaga	3	68,247	20%	13,649	40%	27,299	25%	17,062	15%	10,237	40%	27,299
CONCENTRATIONS SUR DES PREFECTURES NON ANALYSES												
Bangasso et Rafai (Mbomou)	3	84,811	10%	8,535	30%	25,604	45%	38,407	15%	12,802	60%	50,887
Alindao et Kongbo (B.Kotto)	4	85,348	10%	9,152	20%	18,304	35%	32,032	25%	22,880	60%	51,209
Bria (H. Kotto)	4	91,520	5%	4,241	15%	12,722	40%	33,924	40%	33,924	80%	73,216
Total		4,759,818	18%	868,503	39%	1,849,990	28%	1,345,304	14%	686,869	43%	2,033,514

Contact pour plus d'informations:

Dr. Abel Namkoiso
Président du groupe de travail technique IPC
Email: gti_ipcrca@yahoo.fr / faoci@ctfa.org
Téléphone: +23672036182

Cette analyse a été réalisée sous le patronage du Ministère de l'agriculture et Développement Rural (MADR). Il a bénéficié du soutien technique et financier de la FAO.

Partenaires d'analyse IPC en RCA: FAO, PAM, FEWSNET, UNICEF, OXFAM, REACH INITIATIVE/RBM, CONCERN, MADR, Min. Plan, Min. Elevage, Cluster Nutrition, Cluster Sécurité Alimentaire, Min. Mines et Hydraulique, IEDA Relief, GSUIPC, NDA, ACF, AHA, JRF, AFROB, CREDAC.

Unité de soutien global de l'IPC
www.ipcinfo.org

SITUATION DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AIGUE ACTUELLE

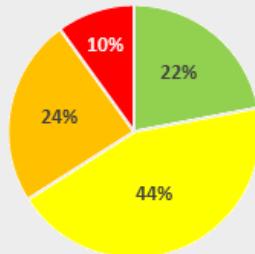
Mars 2018

1.6 MILLION

IPC 3+

BESOINS D'ASSISTANCE

4.76 M Population analysée



34% de la population analysée en besoin d'assistance urgente

484 789

Personnes en Urgence

L'ÉTAT NUTRITIONNEL

1 150 351

Personnes en Crise



2 077 029

Personnes en Stress

Cas estimés de Malnutrition Aigüe Sévère (MAS) et Modérée (MAM) des enfants de moins de 5 ans pour 2018

1 047 650

Personnes en Insécurité Alimentaire Minimale

37 281

MAS

50 414

MAM

SITUATION DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AIGUE PROJETÉE

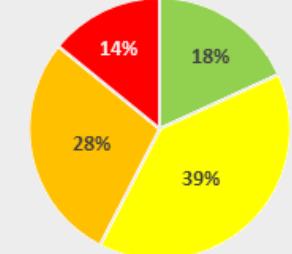
Avril-Août 2018

2 MILLION

IPC 3+

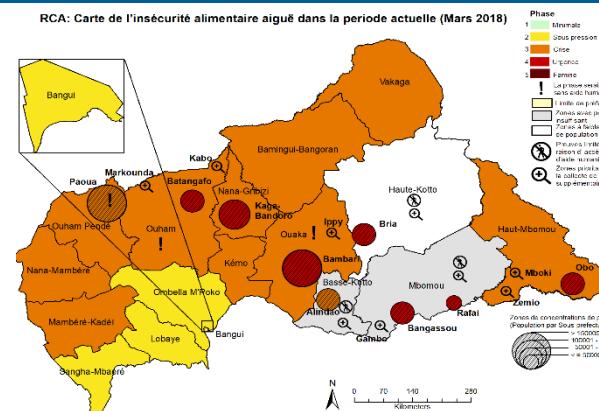
BESOINS D'ASSISTANCE

4.76 M Population analysée

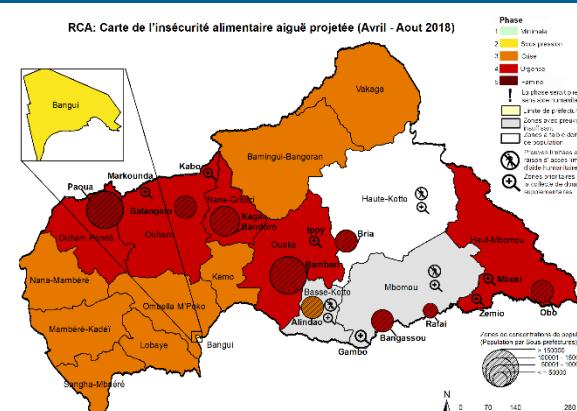


43% de la population analysée en besoin d'assistance urgente

RCA: Carte de l'insécurité alimentaire aigüe dans la période actuelle (Mars 2018)



RCA: Carte de l'insécurité alimentaire aigüe projetée (Avril - Août 2018)



FACTEURS CLES



DEPLACEMENT DES POPULATIONS

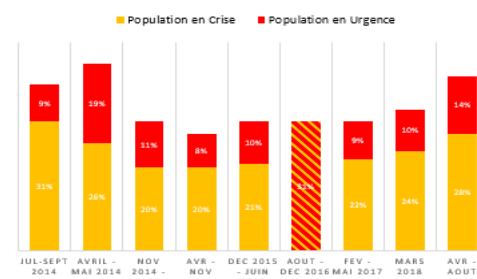
PDI en Site : **223 299**
PDI en Brousse : **8 500**
Retournés : **23 608**
PDI en Famille: **449 163**



CONFLIT EN COURS

Nouveaux Déplacements (Fev. 2018): **18 131**

TENDANCES Juillet/Sept. 2014 – Avril/Août 2018



484 789

Personnes en Urgence

1 150 351

Personnes en Crise

2 077 029

Personnes en Stress

1 047 650

Personnes en Insécurité Alimentaire Minimale

37 281

MAS

50 414

MAM

POPULATIONS AFFECTÉES DANS LES CONCENTRATIONS (IPC PHASE 3+)

REGION

OBO

KAGA BANDO RO

BAMBARI

BATANGA FO

PAOUA

BANGASSO et RAFAI

ALINDAO Et KONGBO

BRIA

Soudure 2018

10 748

21 497

31 559

44 182

38 274

61 238

28 804

37 034

51 793

93 227

12 802

38 407

22 880

32 032

33 924

33 924

686 869

Personnes en Urgence

1 345 304

Personnes en Crise

1 849 990

Personnes en Stress

869 503

Personnes en Insécurité Alimentaire Minimale

Unité de soutien global de l'IPC
www.ipcinfo.org

Contact pour plus d'informations:

Dr. Abel Namkoosse
Président du groupe de travail technique IPC
Email: gti_ipcrca@yahoo.fr / faoi@cfao.org
Téléphone: +23672036182

Cette analyse a été réalisée sous le patronage du Ministère de l'agriculture et Développement Rural (MADR). Il a bénéficié du soutien technique et financier de la FAO.

Classification de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition selon les protocoles de l'IPC, élaborés et mis en œuvre dans le monde entier par le Partenariat mondial de l'IPC - Action Against Hunger, CARE, CILSS, EC-JRC, FAO, FEWSNET, Global Food Security Cluster, IGAD, Oxfam, PROGRES-SICA, Save the Children, UNICEF et WFP.

Partenaires d'analyse IPC en RCA: FAO, PAM, FEWSNET, UNICEF, OXFAM, REACH INITIATIVE/RIRM, CONCERN, MADR, Min. Plan, Min. Elevage, Cluster Nutrition, Cluster Sécurité Alimentaire, Min. Mines et Hydraulique, IEDA Relief, GSU-IPC, NDA, ACF, AHA, JRF, AFIDB, CREDAC.

PROCESSUS ET METHODOLOGIE

9

L'IPC en République Centrafricaine a eu lieu du 12 au 17 mars 2018, précédée par deux jours de formation des participants du 9 au 10 mars 2018. Sous le patronage du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MADR) et avec le soutien financier de la FAO, vingt entités y ont pris part avec 50 experts dans différents domaines : Ministère de l'Agriculture et Développement Rural (MADR), Ministère des Mines et Hydraulique, FAO, PAM, UNICEF, FEWSNET, ACF, OXFAM, REACH INITIATIVE/RRM, CONCERN, Cluster Nutrition, Cluster Sécurité Alimentaire, IEDA Relief, GSU-IPC, NDA, AHA, JRF, AFRDB, CREDAC.

Dans l'ensemble des préfectures analysées, les ménages ont bénéficié d'indicateurs permettant de conduire une analyse avec un niveau de confiance moyen comptant sur une batterie de plus de 20 preuves par zone analysée. Plusieurs sources d'information de différentes institutions membres du Cluster Sécurité Alimentaire ont alimenté cet exercice et entre autre la plupart des indicateurs de résultat ont été informés par l'enquête de l'Institut Centre Africain de Statistique et d'Etudes Economiques et Sociales et le Programme Alimentaire Mondiale.

L'enquête ENSA conduite par ces derniers a été considérée comme représentative au niveau des préfectures avec un échantillonnage entre 93 et 446 ménages par zone analysée, y compris les zones à accès difficile, excepté pour les préfectures de Haute Kotto, Basse Kotto et Mbomou où l'analyse n'a pas pu être conduite car les données ont été uniquement collectées au niveau des concentrations principales des trois préfectures. Grâce à ces données, complétées par les relevés récents de nutrition (SMART Rapides Juillet 2017) et du système RRM (UNICEF, ACF Janvier 2018, 106 observations), il a été possible de classifier avec un niveau de confiance acceptable les populations dans les concentrations de Alindao et Kongbo (Basse Kotto), Bria (Haute Kotto), Bangassou et Rafai (Mbomou), Obo (haute Mbomou), Kaga Bandoro (Nana Gribizi) Bambari (Ouaka), Batangafo (Ouham) et Paoua (Ouham Pende).

Les populations totales des préfectures et sous-préfectures reportées dans le tableau d'estimation des populations dans chaque phase sont estimées par ICASEES/OCHA (HCP 2017) sur la base d'une projection axée sur le dernier recensement disponible (2003) et incluant les mouvements des populations jusqu'à Septembre 2017.

Qu'est-ce que l'IPC et qu'est-ce que l'insécurité alimentaire aigüe :

L'IPC est un ensemble d'outils et de procédures permettant de classer la gravité et les caractéristiques des crises alimentaires et nutritionnelles aigüees ainsi que l'insécurité alimentaire chronique et persistante sur la base des normes internationales. L'IPC se compose de quatre fonctions se renforçant mutuellement, chacune avec un ensemble de protocoles spécifiques (outils et procédures). Les principaux paramètres de l'IPC comprennent la recherche d'un consensus, la convergence des données probantes, la redevabilité, la transparence et la comparabilité. L'analyse IPC vise à informer les interventions d'urgence ainsi que les politiques et programmes de sécurité alimentaire à moyen et long terme.

Pour l'IPC, l'insécurité alimentaire aigüe est définie comme toute manifestation d'insécurité alimentaire dans une zone spécifiée à un moment donné d'une gravité qui menace des vies ou des moyens de subsistance, ou les deux, indépendamment des causes, du contexte ou de la durée. Il est très sensible au changement et peut se manifester dans une population dans un court laps de temps, à la suite de changements soudains ou de chocs qui ont un impact négatif sur les déterminants de l'insécurité alimentaire.

Limites de l'analyse

En termes de limites de l'analyse, on note la rareté des preuves récentes informant l'état nutritionnel, exception faite des concentrations mentionnées et l'inexistence des données de mortalité. Par ailleurs, du fait de l'insuffisance des informations disponibles sur la sécurité alimentaire, les localités avec une concentration de déplacés telles que de Ippy (7.706 PDI en sites) dans l'Ouaka ; de Zemio (2.536 PDI en sites) et de Mboki (6.315 PDI en sites) dans le Haut Mbomo ; de Gambo (4.550 PDI en sites) dans le Mbomou ; et de Kabo (9.718 PDI en sites) et Markounda (7.282 PDI en sites) dans l'Ouham, n'ont malheureusement pas pu être analysées. Il est recommandé d'effectuer une collecte des indicateurs principaux sur ces sites de concentration de déplacés.

Contact pour plus d'informations:

Dr. Abel Namkousse
 Président du groupe de travail technique IPC
 Email: gti_ipcrca@yahoo.fr / faocf@cf.fao.org
 Telephone: +23672036182

Cette analyse a été réalisée sous le patronage du Ministère de l'agriculture et Développement Rural (MADR). Il a bénéficié du soutien technique et financier de la FAO.

Unité de soutien global de l'IPC
www.ipcinfo.org

Classification de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition selon les protocoles de l'IPC, élaborés et mis en œuvre dans le monde entier par le Partenariat mondial de l'IPC - Action Against Hunger, CARE, CILSS, EC-JRC, FAO, FEWSNET, Global Food Security Cluster, IGAD, Oxfam, PROGRESAN-SICA, Save the Children, UNICEF et WFP.

Pour la prochaine analyse, le GTT entreprend de faire des progrès dans les activités suivantes:

- Officialiser le GTT par la définition de ses termes de référence et son ancrage institutionnel ; œuvrer pour accroître l'appropriation de l'IPC par le gouvernement ; plaider pour une meilleure participation des Services Techniques décentralisés, les ONG et les partenaires opérationnels sur le terrain y inclus les nutritionnistes, statisticiens, experts de marché et spécialistes de santé ;
- Sensibiliser les parties prenantes sur l'importance du partage de l'information bien en amont des analyses pour pouvoir permettre une bonne préparation des données sur ISS et la prise de décisions concernant l'unité à analyser, axées sur la disponibilité des données.
- Développer des mécanismes de financement durable des analyses, prévoir un financement et un avis de participation suffisants pour permettre la participation à l'analyse des techniciens basés dans les différentes préfectures, prévoir la formation sur différents aspects de l'analyse (ISS, indicateurs, etc.)
- Entreprendre une cartographie de l'insécurité alimentaire chronique grâce aux outils IPC.

Contact pour plus d'informations:

Dr. Abel Namkoisse
Président du groupe de travail technique IPC
Email: gti_ipcrcra@yahoo.fr / faocf@cf.fao.org
Telephone: +23672036182

Cette analyse a été réalisée sous le patronage du Ministère de l'agriculture et Développement Rural (MADR). Il a bénéficié du soutien technique et financier de la FAO.

Unité de soutien global de l'IPC
www.ipcinfo.org

Classification de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition selon les protocoles de l'IPC, élaborés et mis en œuvre dans le monde entier par le Partenariat mondial de l'IPC - Action Against Hunger, CARE, CILSS, EC-JRC, FAO, FEWSNET, Global Food Security Cluster, IGAD, Oxfam, PROGRESAN-SICA, Save the Children, UNICEF et WFP.